



*Liberté • Égalité • Fraternité*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

PREFET DU VAL DE MARNE

CABINET  
DIRECTION DES SECURITES

**BUREAU DE LA REGLEMENTATION ET DE LA SECURITE  
ROUTIERES**

ANNEXE 3

**CAHIER DES CHARGES RELATIF A LA CONCESSION DE SERVICE PUBLIC  
DES FOURRIÈRES AUTOMOBILES DANS LE VAL-DE-MARNE**

## **ARTICLE 1<sup>ER</sup>**

### **OBJET DU CAHIER DES CHARGES**

Le présent cahier des charges a pour objet de définir, les conditions d'exécution et de gestion du service public de mise en fourrière des véhicules automobiles. -

## **ARTICLE 2**

### **CHAMP D'APPLICATION**

Le présent cahier des charges s'applique au concessionnaire qui aura pour mission d'assurer les missions d'enlèvement et de garde des véhicules, de restitution à leurs propriétaires, de remise pour aliénation au service des Domaines et de remise, pour destruction, à une entreprise de démolition de véhicules agréée, conformément aux dispositions des articles L.325-1 à L.325-13 et R.325.1 et suivants du code de la route.

Il concerne les véhicules immatriculés (voitures, cyclomoteurs...), ou identifiables, prévus à l'annexe II de l'arrêté du 14 novembre 2001 modifié fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobile.

Sauf circonstances exceptionnelles, n'ont pas vocation à être placés en fourrière les véhicules non soumis à immatriculation (notamment les cycles), à l'exception de ceux prévus à l'annexe II de l'arrêté du 14 novembre 2001 modifié.

Il ne s'applique pas aux véhicules réduits à l'état de carcasses non identifiables et qui ne peuvent être utilisés pour leur destination normale, le plus souvent démunis de plaques d'immatriculation, sans roues, sans portières ni moteur (épaves). Ces derniers, assimilables à des déchets à éliminer, relèvent des dispositions législatives et réglementaires du code de l'environnement, et ne doivent pas être placés en fourrière ; ils doivent être directement enlevés par un démolisseur ou broyeur agréé de véhicules hors d'usage.

S'agissant des véhicules placés sous scellés judiciaires, le présent cahier des charges ne s'applique qu'à leurs conditions de stockage, qui doivent être semblables à celles des véhicules placés en fourrière, au regard de la législation de l'environnement applicable aux fourrières de véhicules, et respecter également les sujétions définies à l'article 9 du présent cahier des charges (sous réserve de la décision du parquet).

## **ARTICLE 3**

### **REGLEMENTATION APPLICABLE A LA PRESENTE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC**

Le concessionnaire devra exécuter les prestations qui lui sont déléguées en se conformant :

- Au présent cahier des charges
- Au Code de la Route, et particulièrement les articles L.325-1 à L.325-13 et R.325-1 à R.325.52
- Au décret n°72-823 du 6 septembre 1972 fixant les conditions de remise au service des Domaines des véhicules non retirés de fourrière par leurs propriétaires
- L'arrêté interministériel du 12 avril 2001 fixant la valeur marchande en-dessous de laquelle les véhicules mis en fourrière réputés abandonnés et déclarés par expert hors d'état de circuler dans les conditions normale de sécurité seront livrés à la destruction.
- A l'arrêté du 14 novembre 2001 modifié fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles.

## **ARTICLE 4**

### **SECTEURS D'INTERVENTION**

Pour l'exécution des services de mise en fourrière et de placement à titre conservatoire des véhicules, le département du Val-de-Marne est divisé en secteurs géographiques d'activité.

Un seul gardien de fourrière est affecté à chaque secteur d'activité.

Un gardien de fourrière peut être affecté à plusieurs secteurs d'activité.

## **ARTICLE 5**

### **DÉFINITION DE LA MISE EN FOURRIÈRE**

La mise en fourrière est le transfert d'un véhicule en un lieu désigné par l'autorité administrative ou judiciaire en vue d'y être retenu jusqu'à décision de celle-ci, aux frais du propriétaire de ce véhicule, afin de faire cesser une ou plusieurs des infractions prévues et réprimées par les articles L.325-1 et L.325-1-1 du code de la route.

Le déroulement de la procédure est placé entre les mains de l'officier de police judiciaire ou de l'agent de police judiciaire territorialement compétent, et sous le contrôle de la préfecture, chacun en ce qui le concerne.

## **ARTICLE 6**

### **CONDITIONS PREALABLES RELATIVES A L'EXERCICE DE LA CONCESSION DE SERVICE PUBLIC**

La gestion du service sera assurée par le concessionnaire **à ses frais et risques**, dans le souci d'assurer la sécurité, le bon fonctionnement, la continuité et la qualité du service, ainsi que l'égalité de traitement de tous les usagers.

L'exercice effectif de l'activité de gardien de fourrière automobile dans le Val-de-Marne est subordonné, à la délivrance d'un agrément du préfet territorialement compétent prévu par l'article R325-24 du code de la route et à la souscription d'un contrat avec l'autorité dont relève la fourrière à l'issue d'une procédure de mise en concurrence.

Le concessionnaire devra envoyer, chaque année avant le 1<sup>er</sup> février, une copie de l'attestation et des polices d'assurance à l'adresse suivante : préfecture du Val-de-Marne – Direction des sécurité-bureau de la réglementation et de la sécurité routières, 21-29 avenue du Général de Gaulle 94038 Créteil Cedex

## **ARTICLE 7**

### **MODALITÉS DE SUPPLÉANCE**

Dans des circonstances exceptionnelles caractérisées notamment par l'urgence ou les nécessités d'ordre public, les services de police peuvent faire appel à un gardien de fourrière agréé par le Préfet, venant de l'un des secteurs voisins, le plus proche du lieu de l'enlèvement.

Afin de garantir le bon déroulement de la suite des opérations vis-à-vis du commissariat, le gardien de fourrière intervenu en renfort, dépose le véhicule enlevé chez le gardien de fourrière titulaire du secteur, ce dernier rembourse les frais à son confrère.

Les services de police tiennent la préfecture informée des carences et des difficultés rencontrées dans l'exercice de leurs missions avec les gardiens de fourrière agréés.

## **ARTICLE 8**

### **ENGAGEMENT DU GARDIEN DE FOURRIÈRE**

Le gardien de fourrière est tenu :

- d'exécuter, toute prescription de mise en fourrière ou de placement à titre conservatoire émanant des Officiers de Police Judiciaire de la Police nationale ou de la Gendarmerie nationale, ou de l'agent territorialement compétent ;
- de respecter, pour l'exécution de cette mission, les lois et règlements en vigueur applicables à la mise en fourrière des véhicules ainsi que les dispositions du présent cahier des charges.

## **CHAPITRE I : MODALITÉS D'INTERVENTIONS**

### **ARTICLE 9**

#### **EXÉCUTION DU TRANSFERT DES VÉHICULES EN FOURRIÈRE**

Il appartient à l'Officier de Police Judiciaire ou à l'agent de police judiciaire adjoint, chef de police municipale ou occupant ces fonctions, ou l'agent placé sous leur autorité territorialement compétente, dans tous les cas, de prescrire la mise en fourrière d'un véhicule.

Le gardien de fourrière doit être en mesure de répondre aux demandes d'exécution de mise en fourrière jour et nuit, tous les jours, y compris les dimanches et jours fériés.

Il doit :

- enlever les véhicules qui lui auront été formellement désignés, sur la voie publique ;
- intervenir dans les délais fixés par l'autorité compétente, ou faire part immédiatement de son indisponibilité ; s'il n'est pas en mesure d'effectuer l'enlèvement dans le délai de trente minutes entre la réception de l'appel et l'arrivée sur place de l'engin d'enlèvement, et sauf cas de force majeure ou de condition exceptionnelle les autorités requérantes feront application des dispositions de l'article 7 du présent cahier des charges ;

Le respect du délai d'une demi-heure ne s'impose pas pour l'enlèvement des véhicules en stationnement prolongé qui ne devra, cependant, pas excéder 48 heures (hors dimanches et jours fériés).

- enlever les véhicules laissés sans droit dans des lieux publics ou privés où ne s'applique pas le code de la route, après requête auprès de l'Officier de Police Judiciaire ou de l'agent territorialement compétent présentée par le maître des lieux, tels que les Parcs de stationnement de l'aéroport d'Orly, ou la voirie d'un établissement public, et le cas échéant sur présentation d'un bon de commande sur lequel le maître des lieux s'engage à régler l'ensemble des frais afférents à la mise en fourrière, en cas de défaillance du propriétaire du véhicule ;

- s'abstenir d'enlever un véhicule dont le conducteur est revenu sur les lieux avant le commencement d'exécution de la mise en fourrière tel que défini par l'article R.325-12 du code de la route ;

- Pendant son transfert en fourrière, le véhicule pris en remorque ou transporté, doit être inoccupé. En cas de présence d'un animal, l'Officier de Police Judiciaire ou l'agent territorialement

compétent, prendra toutes les mesures qui s'imposent aux fins de faire placer l'animal dans un lieu approprié.

Les opérations de transfert du véhicule sont réalisées sous la responsabilité du gardien de fourrière, qui veillera à ce qu'elles s'effectuent sans danger pour les autres usagers de la route, ni dommage pour le véhicule.

Le gardien de fourrière informe de l'exécution de la mise en fourrière l'autorité qui l'a prescrite, et ce, par tous moyens. L'officier de police judiciaire ou l'agent territorialement compétent rend compte régulièrement au préfet des actes essentiels de la procédure.

L'officier de police judiciaire ou l'agent territorialement compétent, permet au demandeur, le cas échéant par fax ou messagerie électronique, d'obtenir un bon de sortie (provisoire ou définitif).

## **ARTICLE 10**

### **CONDITIONS DE GARDE DES VÉHICULES EN FOURRIÈRE**

Lors de la prescription de mise en fourrière, l'Officier de Police Judiciaire ou l'agent territorialement compétent, dresse, si possible contradictoirement, un état précis extérieur et intérieur du véhicule au moyen d'une fiche descriptive, dont le modèle est fixé par arrêté interministériel. Il indique la fourrière dans laquelle le véhicule sera conservé.

- Sous la responsabilité du gardien de fourrière, le véhicule y est conservé en l'état, depuis son enlèvement, jusqu'à :

- soit sa restitution à son propriétaire ou son conducteur ;
- soit son enlèvement par l'acquéreur désigné par le service des Domaines ;
- soit sa remise pour destruction à une entreprise de démolition agréée.

- Le gardien de fourrière s'engage à respecter la procédure applicable au véhicule, telle que définie au chapitre III.

- Le véhicule mis en fourrière ne peut être ouvert que sur prescription de l'Officier de Police Judiciaire ou de l'agent territorialement compétent :

- au moment de l'immobilisation ou de la mise en fourrière (L. 325-2 du code de la route) ;
- sur autorisation préfectorale permanente, au quatrième jour (expertise) afin de s'assurer de la concordance entre le numéro de série et l'immatriculation, R. 325-13 du code de la route, ainsi que pour tous les véhicules immatriculés hors de France si le propriétaire ou le conducteur sont inconnus ;

Toutefois, le propriétaire est autorisé à récupérer ses effets personnels et autres éléments ne faisant pas partie intégrante du véhicule, sauf avis contraire de l'Officier de Police Judiciaire ou de l'agent de police judiciaire territorialement compétent.

- L'accès à la fourrière est réservé, en dehors de son personnel, aux propriétaires des véhicules, au préfet ou aux agents de ses services délégués par lui (services de police et de gendarmerie notamment), aux autorités judiciaires, aux experts inscrits sur la liste nationale, commis pour procéder à l'évaluation du véhicule avant son classement, aux agents du service des Domaines, ainsi qu'aux acquéreurs de véhicules devant être aliénés.

- L'accueil du public a lieu a minima du lundi au vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 h00 et le samedi de 9 heures à 12 heures. Le concessionnaire est libre de proposer des horaires d'ouverture plus étendus.

## **CHAPITRE II : PROCÉDURE APPLICABLE AUX VÉHICULES MIS EN FOURRIÈRE**

### **ARTICLE 11**

#### **NOTIFICATION DE LA MISE EN FOURRIÈRE**

Dès réception du rapport d'expertise, l'Officier de Police Judiciaire ou de l'agent territorialement compétent, envoie la notification de mise en fourrière au propriétaire du véhicule (à l'adresse relevée soit, sur le traitement automatisé mis en œuvre pour l'immatriculation des véhicules, soit sur le procès-verbal d'infraction ou le rapport de mise en fourrière) sous forme de lettre recommandée avec demande d'accusé de réception, dans le délai maximum de 5 jours ouvrables suivant la mise en fourrière du véhicule.

Lorsque le véhicule est en location de longue durée, la notification est adressée au locataire ainsi qu'au propriétaire du véhicule. En cas de location de courte durée, la notification est adressée au seul propriétaire.

Si le véhicule est gagé, le créancier est informé de la mise en fourrière par l'Officier de Police Judiciaire ou de l'agent territorialement compétent dès la prescription de mise en fourrière.

### **ARTICLE 12**

#### **RESTITUTION DANS LE DÉLAI DE 3 JOURS, CLASSEMENT ET EXPERTISE DES VÉHICULES MIS EN FOURRIÈRE**

Les véhicules placés en fourrière, réclamés par leurs propriétaires (ou titulaire du certificat d'immatriculation) ou une personne mandatée par celui-ci ou leurs conducteurs dans le délai de 3 jours ouvrables suivant la mise en fourrière peuvent être restitués sans avoir été expertisés ni classés (article R.325-30 IV du code de la route), sauf s'ils présentent un état incompatible avec les conditions normales de sécurité (L.325-6 du code de la route).

À l'expiration du délai de 3 jours, les véhicules non récupérés par leurs propriétaires doivent être expertisés par un expert automobile agréé, qui se prononce sur la capacité du véhicule à circuler dans des conditions normales de sécurité, définit le cas échéant les réparations indispensables propres à lui redonner cette capacité, et fournit une évaluation de la valeur marchande du véhicule, en application de l'article R.325-30 du code de la route.

Le gardien de fourrière organise la visite d'un expert automobile agréé entre le 3<sup>ème</sup> et le 5<sup>ème</sup> jour suivant la mise en fourrière du véhicule.

Il transmet dans les plus brefs délais le rapport d'expertise à l'Officier de Police Judiciaire, qui, par délégation permanente de l'autorité préfectorale, classe les véhicules mis en fourrière en trois catégories :

- 1<sup>ère</sup> catégorie : véhicule pouvant être restitué en l'état à son propriétaire ou à son conducteur ;
- 2<sup>ème</sup> catégorie : véhicule ne pouvant être restitué à son propriétaire ou son conducteur qu'après l'exécution de travaux reconnus indispensables, ou véhicules soumis aux obligations de visites techniques ;
- 3<sup>ème</sup> catégorie : véhicule hors d'état de circuler dans des conditions normales de sécurité, et dont la valeur marchande est inférieure à 765 euros.

Il prend obligatoirement l'avis d'un expert automobile agréé avant de décider le classement en 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> catégorie.

### **ARTICLE 13**

#### **CONTRE- EXPERTISE**

En cas de désaccord sur l'état du véhicule ou sur la décision de classement, le propriétaire a la faculté de faire procéder, de sa propre initiative, à une contre-expertise (R.325.35 du code de la route).

Les frais d'expertise et de contre-expertise sont à la charge du propriétaire dans le cas où la contre-expertise confirme l'expertise initiale. Dans le cas contraire, ces frais incombent à l'autorité dont relève la fourrière.

Le gardien de fourrière ne peut s'opposer à la demande de contre-expertise formulée par le propriétaire du véhicule.

Le gardien de fourrière doit communiquer cette information au bureau en charge des fourrières de la préfecture du Val-de-Marne.

### **ARTICLE 14**

#### **SORTIE PROVISOIRE DE FOURRIÈRE**

Le propriétaire peut demander la sortie provisoire de son véhicule aux services de police, afin de procéder aux réparations, contre-expertise ou contrôle technique.

Le gardien de fourrière ne peut s'opposer à la sortie provisoire une fois qu'elle est accordée par l'Officier de Police Judiciaire ou de l'agent territorialement compétent et que les frais d'enlèvement et, le cas échéant d'expertise et de garde, ont été acquittés.

Le titre autorisant la sortie provisoire de fourrière tient lieu de pièce de circulation. Il est limité au temps des parcours nécessaires aux opérations précitées : il peut prescrire un itinéraire, des conditions de sécurité et un transport sur camion plateau.

Si le véhicule ne réintègre pas le parc, le gardien en avise l'Officier de police judiciaire ou l'agent territorialement compétent, qui communique en retour la décision de mainlevée, si celle-ci a été prise. À défaut, le gardien de fourrière est déchargé de la responsabilité du véhicule, après avoir informé le bureau en charge des fourrières à la préfecture du Val-de-Marne.

### **ARTICLE 15**

#### **MAINLEVÉE DE LA MISE EN FOURRIÈRE**

Toute procédure de mise en fourrière doit s'achever, par une décision de mainlevée prononcée par l'Officier de Police Judiciaire ou l'agent territorialement compétent qui a prescrit la mise en fourrière, ou qui est chargé de l'exécuter.

Dans les délais légaux, le propriétaire peut récupérer son véhicule sur présentation d'une autorisation définitive de sortie délivrée par l'autorité qualifiée pour prononcer la mainlevée dans les cas prévus à l'article R325-38 du code de la route et à condition de s'acquitter des frais de fourrière. La décision de mainlevée ne pourra être prononcée qu'après la présentation par le propriétaire ou le conducteur du véhicule de l'attestation d'assurance du véhicule, sans en exiger une durée de validité. Il doit aussi produire son permis de conduire en cours de validité, correspondant à la catégorie du véhicule concerné.

Dans le cas où le propriétaire déciderait de faire procéder à la récupération du véhicule par un professionnel qualifié, la mainlevée le mentionnera, ainsi que la raison sociale ou le nom de ce professionnel. Dans ce cas, le gardien de fourrière ne devra restituer le véhicule qu'après présentation

d'un document justifiant de l'intervention du professionnel désigné (factures, bon d'intervention, pièces comptables..) et de la carte blanche du véhicule qui est intervenu. Le document justifiant de l'intervention sera à conserver.

Le propriétaire peut demander la destruction du véhicule sur présentation d'une autorisation définitive de sortie délivrée par l'autorité qualifiée pour prononcer la mainlevée dans les cas prévus à l'article R325-38 du code de la route et à condition de s'acquitter des frais de fourrière.

L'Officier de Police Judiciaire ou l'agent territorialement compétent veille à ce que la procédure de mise en fourrière soit menée à son terme dans les plus courts délais.

La décision de mainlevée ainsi que la date d'effet de cette mesure sont communiquées sans délai au préfet du département d'immatriculation, ainsi qu'au gardien de fourrière.

## **ARTICLE 16**

### **RESTITUTION DU VÉHICULE**

Les intéressés peuvent contester la décision de mise en fourrière :

- auprès du procureur de la République du lieu de l'enlèvement du véhicule, lorsque la procédure est consécutive à la commission d'une infraction à l'exclusion des cas où elle est mise en œuvre par le préfet, dans le cadre des dispositions prévues à l'article L 325-1-2 ;
- auprès du préfet du lieu d'enlèvement du véhicule, dans les autres cas.

Dans le délai de cinq jours ouvrables, l'autorité compétente confirme la mesure ou, si elle estime la décision infondée, en ordonne la mainlevée. Elle en informe sans délai l'auteur de la prescription (R. 325-27 du code de la route).

Les véhicules dont l'état ne permet pas la circulation dans les conditions normales de sécurité ne peuvent être retirés de la fourrière que par des réparateurs chargés par les propriétaires d'effectuer les travaux reconnus indispensables.

Ils ne peuvent ensuite être restitués à leurs propriétaires qu'après vérification de la bonne exécution des travaux.

En cas de désaccord sur l'état du véhicule, un expert est désigné dans les conditions fixées par décret en Conseil d'État. S'il constate que le véhicule n'est pas en état de circuler dans des conditions normales de sécurité, il détermine les travaux à effectuer avant sa remise au propriétaire (L.325-6 du code de la route).

## **ARTICLE 17**

### **CONSTAT D'ABANDON**

Sont réputés abandonnés les véhicules classés en catégories 1 et 2 laissés en fourrière à l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de la mise en demeure régulièrement notifiée au propriétaire d'avoir à retirer son véhicule.

Ce délai est de 10 jours pour le cas des véhicules dont la valeur marchande est inférieure à un montant fixé par arrêté interministériel (catégorie 3), réputés abandonnés et déclarés par l'expert hors d'état de circuler dans des conditions normales de sécurité qui sont livrés à la destruction.

Les délais commencent à courir un jour franc après la date de notification de mise en fourrière aux termes de l'article R.325-32 du code de la route, ou à compter du jour où l'impossibilité d'identifier le propriétaire a été constatée (article L.325-7 du code de la route).



La notification intervient le jour de remise du pli recommandé à son destinataire à l'adresse indiquée au fichier national des immatriculations. Lorsque, ce dernier n'a pas retiré le pli recommandé à la poste, la notification de mise en fourrière est réputée être intervenue à la date de l'avis de passage des agents des services postaux.

En fonction du résultat des procédures de classement et de contre-expertise éventuelle du véhicule, l'Officier de police judiciaire ou l'agent territorialement compétent, par délégation permanente du préfet, ordonne la remise de ce véhicule :

- soit au service des domaines, pour aliénation (dans le respect des termes de l'article L.325-8 du code de la route) ;
- soit à une entreprise de démolition agréée, pour destruction.

## **ARTICLE 18**

### **REMISE DU VÉHICULE A FRANCE DOMAINE POUR ALIÉNATION**

Le délégataire du service public remet le véhicule désigné à France Domaine, pour aliénation, en application des dispositions du décret n°72-823 du 6 septembre 1972.

Cette remise donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal contradictoire.

Un avis de cette remise est adressé au gardien de fourrière, qui s'engage à laisser visiter le véhicule par tout acheteur éventuel aux heures d'ouverture au public pendant les deux jours ouvrables précédant la vente. Ces véhicules sont alors accessibles sur une zone distincte des zones fourrières et scellés. Aucune restitution du véhicule au propriétaire n'est autorisée après la mainlevée pour aliénation.

Le gardien de fourrière laisse l'acquéreur procéder à l'enlèvement du véhicule contre remise du bon d'enlèvement domanial établi par le comptable des impôts compétent.

Toute sortie d'un véhicule impropre à la circulation se fera impérativement sur plateau, ou en remorque (dans des conditions respectant le code de la route).

Le service des Domaines informe dès que possible le préfet de la vente du véhicule ou du caractère infructueux de sa mise en vente.

Les véhicules dont la valeur marchande est inférieure à un montant fixé par arrêté interministériel, réputés abandonnés et déclarés par expert hors d'état de circuler dans des conditions normales de sécurité ne sont pas remis aux Domaines.

Conformément à l'article L.326-4 du code de la route, la réparation du véhicule fera l'objet d'un suivi par un expert. Cet expert doit être inscrit sur la liste nationale des experts en automobile en application de l'article L.326-3 du code de la route.

## **ARTICLE 19**

### **REMISE DU VÉHICULE A UNE ENTREPRISE DE DÉMOLITION POUR DESTRUCTION**

Les véhicules réputés abandonnés, d'une valeur marchande inférieure au montant fixé par arrêté interministériel et qui ne sont pas en état de circuler dans des conditions normales de sécurité, sont détruits.

Les véhicules remis au service des Domaines et qui n'ont pas trouvé preneur à l'issue de la procédure d'aliénation sont également détruits.

La décision de destruction est prise par l'Officier de Police Judiciaire ou l'agent de police judiciaire territorialement compétent ayant prescrit la mise en fourrière, ou chargé de son exécution, sur délégation permanente de l'autorité de fourrière. Les services de police remettent, au gardien de fourrière un ordre de destruction.

Le gardien de fourrière ne peut prétendre à la rémunération des frais de garde compris entre la date de mainlevée de la mesure délivrée par l'Officier de police judiciaire ou l'agent compétent et la date de remise effective du véhicule à l'entreprise de démolition agréée.

Le gardien de fourrière informe les services de police de la date de remise effective du véhicule à l'entreprise de démolition agréée.

Le responsable de l'entreprise chargée de la démolition rend compte de la destruction par l'établissement d'un « reçu de casse » qu'il remet au gardien de fourrière et au préfet.

Peuvent également, même sans l'accord du propriétaire du véhicule, à la demande du maire ou de l'officier de police judiciaire territorialement compétent, agissant sur initiative et sous la responsabilité du maître des lieux publics ou privés où ne s'applique pas le code de la route, être mis en fourrière et, le cas échéant, aliénés ou livrés à la destruction les véhicules privés d'éléments indispensables à leur utilisation normale et insusceptibles de réparation immédiate, à la suite de dégradation ou de vols. (Art. L.325-12 ; 2<sup>ème</sup> alinéa du code de la route).

### **CHAPITRE III : CONDITIONS FINANCIÈRES DES INTERVENTIONS**

#### **ARTICLE 20**

##### **REMBOURSEMENT DES FRAIS AU GARDIEN DE FOURRIÈRE**

Les frais d'enlèvement, de garde en fourrière, d'expertise et de vente ou de destruction du véhicule sont à la charge du propriétaire (Art. L.325-9 du code de la route).

Ce dernier s'en acquitte au gardien de fourrière sur présentation d'une facture détaillée.

Les frais sont arrêtés à la date de reprise du véhicule.

Les frais d'expertise sont reversés par le gardien de fourrière à l'expert missionné.

Lorsque la prescription de mise en fourrière n'a pas reçu de commencement d'exécution, le propriétaire règle les frais afférents aux opérations préalables à la mise en fourrière, à condition que le véhicule d'enlèvement se soit rendu sur les lieux et que sa présence ait été visuellement constatée.

Le paiement des frais d'opérations préalables est exclusif de celui des frais d'enlèvement.

La facture délivrée au propriétaire comporte au moins les précisions suivantes :

- les nom et adresse du gardien de fourrière ;
- l'immatriculation, la marque et le type du véhicule ;
- les nom et adresse de son propriétaire (ou du payeur) ;
- la période de mise en fourrière ;
- la nature et le coût unitaire des prestations facturées.

Le gardien de fourrière conserve en archives un double de cette facture pendant dix ans à compter de la clôture de l'exercice.

## **ARTICLE 21**

### **TARIFICATION DES INTERVENTIONS DES EXPERTS ET GARDIENS DE FOURRIÈRE**

Les gardiens de fourrière appliquent aux usagers les taux maxima déterminés par l'arrêté interministériel en vigueur.

Le gardien de fourrière est tenu d'afficher de manière visible et lisible par les usagers, le barème des prestations assurées, toutes taxes comprises, dans les véhicules et dans les locaux de la fourrière.

## **ARTICLE 22**

### **MODE DE REMUNERATION DE LA CONCESSION DE SERVICE PUBLIC ET MODALITÉS D'INDEMNISATION DES VÉHICULES ABANDONNÉS EN FOURRIÈRE**

Le concessionnaire du service public réalise et finance les investissements, assure l'exploitation du service de fourrière automobile à ses risques et périls et se rémunère directement auprès des propriétaires des véhicules (articles L. 325-9 et R. 325-29 alinéa 1<sup>er</sup> du code de la route).

La rémunération du concessionnaire est assurée par le paiement par les usagers des frais afférents à la mise en fourrière, à la garde du véhicule et le cas échéant, à l'expertise du véhicule, dans la limite des tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles définis par l'arrêté interministériel du 14 novembre 2001 modifié.

Le concessionnaire pourra prétendre à une indemnisation pour les opérations effectuées sur les véhicules dont les propriétaires s'avéreraient inconnus, introuvables ou insolvable, conformément aux dispositions de l'article R. 325-29-VI du code de la route.

L'indemnisation est destinée à couvrir les frais d'enlèvement, d'expertise et de garde du véhicule dans la limite d'un nombre de jours de garde plafonné à 28 jours.

Ils sont fixés à hauteur de :

- pour les véhicules poids lourds (PTAC > 3,5 t) :

122 euros pour l'enlèvement

30,50 euros pour l'expertise

9,20 euros par jour de garde

- pour les véhicules poids lourds (PTAC > 7,5 T) :

213,40 euros pour l'enlèvement

30,50 euros pour l'expertise

9,20 euros par jour de garde

- pour les véhicules poids lourds (PTAC > 19 T) :

274,40 euros pour l'enlèvement

30,50 euros pour l'expertise

9,20 euros par jour de garde

- pour les voitures particulières :

113 euros pour l'enlèvement

15 euros pour l'expertise

6 euros par jour de garde

- pour les autres véhicules :

45,70 euros pour l'enlèvement

10 euros pour l'expertise

3 euros par jour de garde

En conséquence, le montant forfaitaire global indemnisé s'élèvera au maximum à 296 € pour les voitures particulières, à 410,10 € pour les véhicules poids lourds supérieurs à 3,5 t, 501,50 € pour les véhicules poids lourds supérieurs à 7,5 t, 562.50 € pour les véhicules poids lourds supérieurs à 19 t et à 139.70 € pour les autres véhicules immatriculés.

Le nombre de jours de garde indemnisés est plafonné à 28 jours.

Les modalités d'indemnisation (tarifs et jours de garde) prévues au présent article sont applicables pendant toute la durée de la convention et ne sont pas susceptibles d'être revalorisées.

En conséquence, ne peuvent faire l'objet d'une prise en charge financière par l'État :

- Les véhicules mis en fourrière sur décision du procureur de la République, au titre de l'article L.325-1-1 du code de la route, qui sont à la charge du ministère de la justice au titre des frais de justice, tout comme les scellés judiciaires dans le cadre d'une procédure judiciaire ;
- Les véhicules enlevés dans des lieux publics ou privés non ouverts à la circulation publique, qui sont à la charge du maître des lieux ;
- Les véhicules abandonnés chez les professionnels de l'automobile, qui peuvent relever soit de la procédure relative aux véhicules abandonnés sur des voies privées non ouvertes à la circulation publique, soit du second alinéa de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 31 décembre 1903 relative à la vente de certains objets abandonnés (procédure à adopter en cas d'abandon du véhicule en fourrière après délivrance d'une mainlevée) ;
- Les véhicules non soumis à immatriculation, à l'exception des cyclomoteurs, motocyclettes, tricycles à moteur et quadricycles à moteur non soumis à réception et dont la vitesse peut excéder, par construction, 25 km/heure.
- Les véhicules réduits à l'état de carcasses non identifiables et qui ne peuvent être utilisés pour leur destination normale, le plus souvent démunis de plaques d'immatriculation, sans roues, sans portières ni moteur (épaves). Ces derniers, assimilables à des déchets à éliminer, relèvent des dispositions législatives et réglementaires du code de l'environnement, et ne doivent pas être placés en fourrière. Leur enlèvement conformément aux articles L541-1 et L541-3 dudit code, incombe à l'autorité locale concernée en charge de l'environnement et des déchets et doivent être mis directement en destruction ; la charge financière en incombe à l'autorité locale concernée en cas de propriétaire inconnu ou défaillant.

## **ARTICLE 23**

### **VÉHICULES REMIS AUX DOMAINES : RÉMUNÉRATION DU GARDIEN DE FOURRIÈRE SUR LE PRODUIT DE LA VENTE DES VÉHICULES**

Dans le cadre d'une fourrière administrative (véhicules immobilisés sur le fondement de l'article L325-1 du code de la route), le Comptable Spécialisé du Domaine paye les frais d'enlèvement, d'expertise et de garde en fourrière sur le produit de la vente du véhicule.

Ces frais viennent, le cas échéant, en déduction d'une restitution du produit de la vente au propriétaire, ou de ses ayants droit ou, le cas échéant, du créancier gagiste pouvant justifier de ses droits conformément à l'article L.325-9 du Code de la Route.

Cette restitution pourra être accordée pendant un délai de deux ans. A l'expiration de ce délai, ce produit est acquis à l'État.

Les frais sont payés par le service du Domaine dans la limite du produit de vente. En cas de frais de fourrière supérieurs au produit de vente, le propriétaire (ou ses ayants-droits) reste débiteur de la différence.

Dans le cadre d'une fourrière judiciaire (véhicules placés en fourrière sur décision de l'autorité judiciaire et remis au Domaine aux fins de vente sur le fondement des articles 41-4 du code de procédure pénale et 131-21 du code pénal), les frais de fourrière sont payés par les Domaines à partir de l'acceptation de la remise jusqu'au jour de la vente du véhicule. Dès le lendemain de la vente, les frais passent à la charge du nouvel acquéreur.

Pour les véhicules faisant l'objet d'une confiscation et remis aux Domaines aux fins de vente, les frais d'enlèvement et de garde en fourrière sont en totalité à la charge de l'acquéreur du véhicule (article L.325-1-1 alinéa 2 et L.325-1-2 alinéa 3 du code de la route).

#### **CHAPITRE IV: PLACEMENT À TITRE CONSERVATOIRE DES VEHICULES DANS UN LIEU DE GARDE**

##### **ARTICLE 24**

###### **DÉFINITION ET CHAMP D'APPLICATION**

En application de l'article R325-13 du code de la route, le placement à titre conservatoire des véhicules dans un lieu de garde consiste à transférer des lieux où ils se trouvent, les véhicules désignés par les services de police et de gendarmerie, qui sans être en infraction au code de la route, doivent être, pour des impératifs de sécurité et de conservation du bien, entreposés dans des installations adaptées, clôturées et gardées.

Ce service concerne les véhicules accidentés, ou dégradés volontairement dont les propriétaires sont injoignables, ou dans l'impossibilité soit de reprendre possession de leur véhicule dans un délai raisonnable, soit d'indiquer la destination qu'ils souhaitent donner à leur bien.

En ce qui concerne les véhicules volés et retrouvés, ces véhicules sont confiés au gardien de fourrière en attendant que le propriétaire ou l'assureur, informé par l'Officier de police judiciaire de la découverte du véhicule, se manifeste.

##### **ARTICLE 25**

###### **STOCKAGE DES VÉHICULES**

Les véhicules accidentés confiés au gardien de fourrière doivent être entreposés dans un emplacement délimité distinct de celui réservé aux véhicules mis en fourrières et des scellés judiciaires, s'ils sont sur le même terrain.

##### **ARTICLE 26**

###### **RÉMUNÉRATION**

Pour les véhicules placés à titre conservatoire et notamment, le véhicules volés retrouvés placés en fourrière à titre conservatoire, le paiement des frais de fourrière par l'utilisateur ou l'indemnisation des gardiens de fourrière par l'autorité de fourrière intervient dans les conditions des articles 20 à 22 du présent cahier des charges.

## **CHAPITRE V : CONTRÔLE DE L'ACTIVITÉ**

### **ARTICLE 27**

#### **TABLEAU DE BORD DU FONCTIONNEMENT DE LA FOURRIÈRE**

Le gardien de fourrière participe à la bonne gestion des véhicules placés en fourrière.

A ce titre, il est tenu :

- de transmettre sans délai le rapport d'expertise à l'autorité chargée de procéder au classement du véhicule, en application de l'article R325-30 du code de la route ;
- d'appliquer toute décision de mainlevée délivrée par l'autorité qui a prescrit la mise en fourrière
- d'organiser la prise en charge des véhicules abandonnés, classés en catégorie 1 ou 2 par France domaine ;
- d'organiser la prise en charge des véhicules abandonnés, classés en catégorie 3 et donc destinés à la destruction, par un centre VHU ;

Il s'engage également à signaler à l'autorité de fourrière, ainsi qu'à l'autorité prescriptrice de la mesure de mise en fourrière, tout retard dans la procédure de gestion de son parc de véhicules.

Ainsi, le gardien de fourrière tient à jour le tableau de bord des fourrières routières sur la base de l'annexe II de la circulaire du 26 novembre 2012.

Il enregistre, en application de l'article R.325-25 du code de la route, au fur et à mesure de leurs arrivées, les entrées des véhicules mis en fourrière, leurs sorties provisoires et définitives, les décisions de mainlevée de la mise en fourrière, ainsi que les décisions de remise au service des Domaines ou à une entreprise de destruction.

Il doit veiller à fournir à l'autorité de fourrière, avant le 15 du mois suivant, un état mensuel de la situation des véhicules placés sous sa garde, en faisant clairement ressortir la liste des véhicules présents depuis plus de 30 jours dans le parc automobile (cf. modèle en annexe I). Ce tableau est transmis par messagerie électronique aux forces de l'ordre et au service de la préfecture concerné.

Le gardien conserve aux archives ce tableau de bord et toutes pièces justificatives afférentes à sa gestion, pendant dix ans à compter de la clôture de l'exercice.

A tout moment, le préfet, ou son délégué, peut consulter ce tableau, en obtenir communication ou en contrôler le contenu.

### **ARTICLE 28**

#### **RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITÉ PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ**

Conformément à l'article 33 du décret n° 2016-86 du 1<sup>er</sup> février 2016 relatif aux contrats de concession, le gardien de fourrière transmet au préfet avant le 1<sup>er</sup> juin de chaque année un rapport comportant notamment :

1°) Les données comptables suivantes :

- a) le compte annuel de résultat de l'exploitation de la concession rappelant les données présentées l'année précédente au titre du contrat en cours ;

- b) Une présentation des méthodes et des éléments de calcul économique annuel et pluriannuel retenus pour la détermination des produits et charges directs et indirects imputés au compte de résultat de l'exploitation ;
- c) Un état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat ;
- d) Un état des autres dépenses de renouvellement réalisées dans l'année conformément aux obligations contractuelles

2°) Une analyse de la qualité des ouvrages ou des services demandés au concessionnaire, comportant tout élément qui permette d'apprécier la qualité des ouvrages ou des services exploités et les mesures proposées par le concessionnaire pour une meilleure satisfaction des usagers. La qualité des ouvrages ou des services est notamment appréciée à partir d'indicateurs, proposés par le concessionnaire ou demandés par l'autorité concédante et définis par voie contractuelle.

- un compte-rendu de la situation des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public concédé, comportant notamment une description des biens, et le cas échéant, le programme d'investissement y compris au regard des normes environnementales et de sécurité ;
- 
- Un état du suivi du programme contractuel d'investissements en premier établissement et du renouvellement des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public concédé ainsi qu'une présentation de la méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel de résultat d'exploitation de la concession
- 
- Les engagements à incidences financières, y compris en matière de personnel, liés à la concession et nécessaires à la continuité du service public
- 
- Une annexe comprenant un compte rendu technique et financier comportant les informations utiles relatives à l'exécution du service, notamment les tarifs pratiqués, leur mode de détermination et leur évolution, ainsi que les autres recettes d'exploitation.

Compte tenu de la spécificité du secteur d'activité :

1°) au titre des comptes retraçant les opérations afférentes à l'exécution de la délégation du service public : un extrait des bilans et du compte de résultat, ainsi que l'annexe de ce dernier (« liasse fiscale »), retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la concession du service public

2°) Éléments statistiques par circonscription de sécurité de proximité :

- nombre total de véhicules enlevés dans le cadre de mises en fourrière classiques sur décision des services de police au titre de l'article L325-1 du code de la route ;
- nombre total de véhicules enlevés dans le cadre de mises en fourrière judiciaires sur décision préalable du Procureur de la République au titre de l'article L325-1-1 du code de la route ;
- nombre total de véhicules enlevés dans le cadre de mises en fourrière administratives au titre de l'article L325-1-2 du code de la route (immobilisation et mise en fourrière sur décision du préfet pour une durée initiale de 7 jours) ;
- Nombre de véhicules restitués sur le lieu de l'enlèvement ;
- Nombre de véhicules récupérés en fourrière par leur propriétaire ;
- Nombre de véhicules abandonnés en fourrière par leur propriétaire détruits ;
- Nombre de véhicules abandonnés en fourrière par leur propriétaire vendus par les Domaines ;
- Nombre de jours de garde cumulé pour chacune de ces catégories de véhicules.

3°) Informations relatives à l'analyse de la qualité du service :

- nombre de réclamations d'usagers, objet, délai de traitement, suites données ;
- degré de satisfaction des usagers (réalisation d'enquêtes...) ;
- adaptations du service aux besoins des usagers (horaires, conditions d'accueil...) ;
- performances du service appréciées au vu des exigences relatives à l'environnement (moyens mis en œuvre pour limiter la pollution, lutter contre les nuisances...).

En outre, il devra répondre à toute demande d'information statistique ponctuelle.

## **ARTICLE 29**

### **CONTRÔLES ADMINISTRATIFS**

Un contrôle sera effectué au moins une fois par an à la diligence du préfet pour vérifier le respect des dispositions du présent cahier des charges.

Ce contrôle annuel n'est pas exclusif d'éventuels contrôles inopinés.

## **CHAPITRE VI : DURÉE DE LA CONVENTION DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC** **RÉSILIATIONS- SANCTIONS**

## **ARTICLE 30**

### **DURÉE**

Après signature du présent cahier des charges par le pétitionnaire, la concession de service public de fourrière automobile est attribuée au concessionnaire à compter du 01/08/2019 pour une durée de cinq ans, renouvelable chaque année par tacite reconduction.

Trois mois avant l'échéance, le Préfet notifie par lettre recommandée la non reconduction du contrat notamment à la suite de modifications substantielles des clauses du contrat en raison de nouvelles dispositions légales ou réglementaires.

Toute modification affectant la situation de l'entreprise devra être portée, sans délai, à la connaissance du préfet.

## **ARTICLE 31**

### **RESPONSABILITÉ DU DÉLÉGATAIRE DU FAIT DE SON PERSONNEL**

Le délégataire demeure responsable des fraudes et erreurs ou fausses manœuvres qui seraient commises par ses agents ou ouvriers.

## **ARTICLE 32**

### **RESPONSABILITÉ DU DÉLÉGATAIRE DU FAIT DE DOMMAGES MATÉRIELS OU D'ACCIDENTS RÉSULTANT DE L'ACTIVITÉ DÉLÉGUÉE**

La responsabilité de l'autorité concédante ne pourra, en aucun cas, être recherchée à l'occasion d'accidents ou dommages, quels qu'ils soient, résultant de l'opération d'enlèvement.



Le Déléataire sera seul responsable de tous les dommages matériels et des accidents corporels qui pourraient résulter de son activité pour son personnel et pour les tiers.

Le Déléataire est responsable des véhicules mis en fourrière. Il assurera à ses frais une garde permanente de la fourrière.

La responsabilité du délégataire cesse au moment où il a reçu décharge du propriétaire ou de son représentant, chargé de reprendre le véhicule après présentation de la main levée provisoire ou définitive et paiement des frais à l'entreprise.

Dans le cas où le véhicule doit être remis au service des Domaines pour aliénation et où le véhicule est gardé en fourrière, la responsabilité du délégataire cesse au moment de la remise du véhicule à son nouveau propriétaire sur présentation du bon d'enlèvement domanial établi par le trésorier.

### **ARTICLE 33**

#### **RÉSILIATION DE LA CONVENTION DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC**

- La convention peut être résiliée à l'initiative du Préfet en respectant un préavis de trois mois adressé par lettre recommandée avec accusé de réception. En pareil cas, le gardien de fourrière agréé est tenu de mener jusqu'à son terme l'exercice de sa mission, pour tout véhicule dont la mise en fourrière a été prescrite avant la résiliation de la convention.
- La convention peut être résiliée de plein droit, sans indemnités et avec effet immédiat, en cas de non renouvellement ou de retrait de l'agrément préfectoral du prestataire.
- La convention peut être résiliée, sans indemnités, pour motif d'intérêt général, dont la nécessité d'assurer la continuité du service public.
- La convention peut prendre fin d'un commun accord entre les deux parties, au moyen d'un avenant à la présente convention. Les conditions de la résiliation seront examinées lors d'une rencontre entre les deux parties.
- La convention est automatiquement résiliée en cas de mise en liquidation judiciaire du délégataire.
- La convention peut être résiliée, sans indemnités, par l'autorité de fourrière, en cas de manquement du gardien de fourrière à ses obligations contractuelles. La résiliation sera prononcée après mise en demeure du prestataire de se conformer à ses obligations dans un délai d'un mois à compter de la notification de cette mise en demeure.

### **ARTICLE 34**

#### **SANCTIONS PÉCUNIAIRES**

En cas de manquement par le gardien de fourrière à ses obligations contractuelles, l'autorité de fourrière peut prononcer à son encontre une pénalité pécuniaire sur le(s) secteur(s) concerné(s), dans les cas suivants :

- retard d'intervention : en cas de retard d'intervention réitéré et injustifié, une pénalité d'un montant de 30 € par véhicule sera appliquée, un courrier d'alerte étant adressé dès le 1er retard injustifié ;

- défaut d'enregistrement réitéré de véhicules entrés en fourrière : une pénalité de 50 € par véhicule sera appliquée, un courrier d'alerte étant adressé lors du premier défaut d'enregistrement ;

- retard de transmission réitéré de l'état mensuel des véhicules (annexe xxx) supérieur à 15 jours : une pénalité de 30 € sera appliquée, un courrier d'alerte étant adressé dès le premier retard de transmission supérieur à 15 jours ;

- absence de transmission du rapport annuel d'activité (article 27) avant le 31 décembre de l'année N+1 : la suspension de l'indemnisation prévue à l'article 21 de la présente convention pourra être prononcée après mise en demeure restée sans résultat ;

- non respect des horaires minima d'ouverture au public : après envoi d'un courrier d'alerte lors du premier constat, une pénalité de 40 € sera appliquée en cas de constat réitéré ;

- absence d'affichage de manière visible, lisible et compréhensible dans les locaux de la fourrière des tarifs pratiqués à l'égard des usagers : après envoi d'un courrier d'alerte lors du premier constat, une pénalité de 50 € sera appliquée en cas de constat réitéré ;

- non-respect des tarifs maxima définis par l'arrêté interministériel en vigueur à l'égard de l'utilisateur : une pénalité d'un montant équivalent au double du dépassement du tarif maxima autorisé sera appliquée.

### **ARTICLE 35**

#### **PUBLICITÉ DU CAHIER DES CHARGES**

Le présent cahier des charges est consultable :

- sur le site internet de la préfecture <http://www.val-de-marne.gouv.fr>
- sur le profil d'acheteur <https://marches-publics.gouv.fr>

Chaque page de ce cahier des charges sera paraphée par le titulaire de la délégation de service public.

Mention manuscrite « Lu et approuvé ce cahier des charges dans son intégralité ».

Nom, prénom et signature du représentant légal de l'entreprise.